

M. Cliff McIsaac (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, pour répondre à mon collègue, je ne suis pas certain que la décision ait été prise hier, mais juste avant de me rendre à la Chambre, on m'a brièvement informé que les retraités du CN bénéficieraient d'une indexation à compter du 1^{er} janvier 1975 applicable aux employés qui ont pris leur retraite le 31 décembre 1972 et antérieurement. Les montants varient de \$12 à \$7 par mois. Les taux d'indexation varient. Peut-être devrais-je communiquer plus tard les détails à mon collègue, mais l'indexation vise la période antérieure au 31 décembre 1972.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire. Est-ce que le secrétaire parlementaire pourrait préciser si l'affaire est conclue ou si le conseil doit prendre d'autres décisions concernant les pensions du CN?

M. McIsaac: Monsieur l'Orateur, je me renseignerai volontiers à ce sujet car je ne suis pas en mesure de répondre pour l'instant.

* * *

LA GENDARMERIE ROYALE

L'ENQUÊTE SUR LES AGISSEMENTS AU CANADA DE VIRGINIA GONZALES, AGENT DE LA CIA

M. John Reynolds (Burnaby-Richmond-Delta): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au solliciteur général concernant une lettre qu'il m'a envoyée le 9 avril au sujet d'un certain Virginia Gonzales soupçonné d'être un agent de la CIA au Canada. Le ministre expliquait dans sa lettre qu'il allait poursuivre son enquête étant donné que M. Gonzales avait affirmé qu'il n'exerçait pas ses activités à l'intérieur du Canada. Le ministre peut-il me dire maintenant où en est son enquête?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas reçu d'autre rapport mais j'essaierai d'en obtenir un de la GRC et en communiquerai les résultats le plus tôt possible au député.

M. Reynolds: Monsieur l'Orateur, le ministre peut-il promettre à la Chambre qu'il disposera de ces renseignements pour la réunion du comité permanent, demain après-midi?

● (1450)

M. Allmand: Je ferai de mon mieux pour obtenir ce rapport pour la réunion de demain.

Questions orales

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA FRANCE ET LES AUTRES PAYS DE L'OTAN

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre suppléant. Le fait que le président de la République française délègue son ministre des Affaires étrangères à la réunion au sommet des pays de l'OTAN signifie-t-il que l'opinion du président diffère sensiblement de celle des autres pays de l'OTAN, et surtout du Canada?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, le député sait bien que la France ne fait pas partie de la force intégrée. Son attitude a toujours été différente de celle des autres pays de l'OTAN. Je ne pense pas que les relations se soient détériorées pour autant.

* * *

L'AGRICULTURE

L'OFFICE CANADIEN DE COMMERCIALISATION DES ŒUFS— L'ACCORD ET LA QUESTION DU NOMBRE RÉGLEMENTAIRE DE VOLAILLES

M. Don Mazankowski (Vegreville): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Agriculture qui découle de la question posée par le député de Perth-Wilmot. D'après les renseignements qu'il a sous la main, le ministre est-il persuadé que l'accord actuel peut être mis en œuvre de façon satisfaisante, étant donné les modalités ajoutées à l'accord de base par les provinces? Le ministre a-t-il consulté un juriste pour voir si l'on peut légalement imposer une amende de \$1 par volaille aux élevages avicoles qui ont dépassé le nombre réglementaire?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je l'ai déjà dit, je n'ai pas encore eu de rapport complet; une partie de celui-ci renferme l'avis juridique que j'attends.

M. Mazankowski: Le ministre pourrait-il nous dire s'il a pris des mesures pour que le nombre de volailles soit proportionnel aux objectifs de production ou s'il n'a rien fait pour cela ces six derniers mois?

M. Whelan: Il est évident qu'il y a eu quelque réduction de ce côté. Le nombre de volailles est bien inférieur à ce qu'il était à la même époque, il y a un an.

M. Mazankowski: Le ministre pourrait-il nous dire quelles provinces n'ont pas encore diminué leur nombre de volailles?

M. Whelan: Non, monsieur l'Orateur, il faudrait que je vérifie.

M. Mazankowski: Ne savez-vous pas ce qui se passe?